



FACE AU MEPRIS DU GOUVERNEMENT

AMPLIFIONS LA MOBILISATION JUSQU'AU RETRAIT DU PROJET !

Annoncée par l'intersyndicale le 8 Février, la 5ème vague de grèves et de manifestations a frappé dans tout le pays et cela malgré les vacances scolaires.

Les journées de grèves des 11 & 16 février ont réuni plus de 3.8 millions de manifestants dont un nombre important de salariés du secteur privé et notamment de métallos.

Le mépris du gouvernement fait monter la colère des salariés, des jeunes, des privés d'emploi. Il nous appartient de la rendre encore plus visible dans les actions menées collectivement et dans l'élargissement de ce mouvement pour faire reculer l'exécutif.

Dans notre profession, depuis le début de cette bataille, ce sont plus de 100 000 métallurgistes qu'ils soient Ingénieurs, Cadres, Techniciens, Ouvriers ou Retraités venant d'Airbus, Engie Home Services, Arcelormittal, Satys, Tokheim, Trane, Laudren Electronique, Cumins, Stellantis, MBDA-France, ..., qui se sont engagés contre la réforme refusant le recul de l'âge de départ à la retraite, et pour la prise en compte réelle de la pénibilité du travail.

La perspective du 7 mars doit être l'occasion de renforcer et de durcir la mobilisation avec des initiatives qui seront débattues en Assemblées Générales dans les syndicats, tout en faisant le lien avec le 8 mars, journée de lutes pour les droits des femmes qui seront fortement impactées par cette réforme.

Nous devons amplifier le mouvement et cela passe par une forte mobilisation pour imposer notre rapport de forces et nous projeter vers une victoire contre cette réforme.

La première ministre, avec la collaboration de son gouvernement, tente de nous « expliquer » qu'il n'y a pas d'autre alternative à cette réforme, dans la mesure où elle fait le choix de ne pas impacter les dividendes des actionnaires. Pourtant des perspectives il y en a ; avec par exemple, la prise en compte des années d'études, la fin des exonérations de cotisations, la hausse du taux de cotisation, l'augmentation des salaires, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes...

Le premier échec essuyé par le gouvernement avec le rejet de l'article instaurant un index des seniors, (256 voix contre 203, et 8 abstentions), nous confirme que ce projet néfaste peut être retiré et que la victoire est possible.

Les syndicats CFE-CGC, CFDT, CGT, FO et CFTC appellent la Direction Générale à interpellier les UIMM territoriales, pour qu'ils entendent la voix du peuple et que cette réforme soit retirée.

Salariés MBDA-France du Plessis Robinson, Salariés des sociétés sous-traitante.
Tous en grève et en manifestation
Le mardi 07 mars 2023
PARIS 14 H 00 BOULEVARD RASPAIL

Signez et faite signer la Pétition nationale :



Ensemble, le 7 mars, mettons la France à l'arrêt !

Les organisations syndicales et de jeunesse saluent la mobilisation de ces millions de travailleurs.euses, jeunes, retraité.e.s qui, depuis le 19 janvier, expriment leur opposition à cette réforme des retraites. Ils et elles sont déterminé.e.s à empêcher le recul de l'âge légal à 64 ans et l'allongement du nombre de trimestres, ce qui aurait pour effet de faire aussi baisser plus rapidement leurs pensions.

Malgré la propagande du gouvernement qui ne convainc pas du bien-fondé de sa réforme, l'écrasante majorité de la population comme 90% des salarié.e.s font preuve de « *bon sens* » et rejettent cette réforme brutale, inacceptable et inutile.

En opposition à ce projet de réforme des retraites, l'unité des organisations syndicales a construit un mouvement social solide, déterminé, ancré dans le paysage social de tout le pays. Il révèle également l'inquiétude face à la désertification des territoires, le manque de services publics, les incertitudes en matière d'emploi, de salaires et de pouvoir d'achat.

En complément de ces manifestations, c'est plus d'un million de personnes qui ont signé et diffusent la pétition en ligne proposée par les organisations syndicales. Cette opposition à la réforme touche désormais toutes les strates de la population.

Malgré cela, le gouvernement et le président de la République restent sourds et dégradent la cohésion sociale du pays en refusant toujours de retirer ce projet injuste.

C'est pourquoi, comme annoncé lors du précédent communiqué le 11 février, l'intersyndicale réaffirme sa détermination pour mettre la France à l'arrêt le 7 mars prochain en appelant les travailleurs.euses à participer massivement aux manifestations et à se déclarer en grève.

Les organisations syndicales professionnelles et de jeunesse continuent leurs actions d'information et de conviction pour élargir encore le mouvement social. Le 7 mars doit être une véritable journée morte dans les entreprises, les administrations, les services, les commerces, les écoles, les lieux d'études, les transports...

Pour y parvenir, elles organisent partout régulièrement de nombreuses initiatives publiques sur les lieux de vie et appellent la population à y participer.

Elles interpellent localement les parlementaires sur la base du courrier commun qui leur a été adressé, pour qu'ils votent contre cette réforme.

Elles se saisissent du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, pour rendre visibles les conséquences particulièrement graves de ce projet pour elles.

Elles agissent avec les organisations de jeunesse qui militent sur leurs lieux d'études pour élargir encore le rejet de cette réforme des retraites particulièrement injuste. Elles soutiennent aussi leur mobilisation du 9 mars pour améliorer notamment le système des bourses d'études.

Ensemble, dès le 7 mars, mettons un coup d'arrêt à ce projet de réforme des retraites inacceptable.